

La puissance des réseaux d'économistes

Deux cas exemplaires : le Cercle des économistes et l'Iris

Marc GUILLAUME

Résumé

Le rapport entre le savoir des économistes et le pouvoir (aussi bien économique que politique) semble assez évident. Même si l'affirmation de Keynes quant à l'influence des économistes est un peu complaisante pour ces derniers, on ne peut guère imaginer un pouvoir qui ne serait pas, en partie au moins, fondé sur un savoir. Celui des économistes est stratégique car il traite de l'accumulation des richesses matérielles source du pouvoir des classes dominantes et soucieux permanent des responsables politiques de la richesse d'une nation.

Mais l'influence n'est pas le pouvoir.

Conseiller du Prince ou chien de garde, l'économiste peut rester loin du pouvoir effectif. Peu d'économistes font fortune, en créant ou en présidant des entreprises, et peu deviennent des dirigeants politiques. Comme si le savoir pouvait être au service du pouvoir mais sans utilité du même ordre pour ceux qui détiennent ce savoir.

S'intéresser au modeste pouvoir effectif des économistes et de leurs réseaux permet d'éclairer l'antinomie, souvent évoquée par Raymond Aron, entre intelligence de la pensée et intelligence de l'action.

Le rôle de l'Iris (un centre de recherche créé en 1973 à l'Université Paris-Dauphine) dans ces jeux de pouvoir et d'influence est intéressant à étudier dans cette perspective. Car ce groupe était composé d'universitaires et de chercheurs mais aussi de futurs acteurs et décideurs. Un forum hybride donc, présentant des composantes de centre de recherche, de « think tank », de club politique et fonctionnant d'une manière originale dans une conjoncture singulière. Qui a non seulement participé activement à une élection présidentielle mais a inséré plusieurs de ses membres dans des réseaux de pouvoir économique et politique, dont certains ont contribué à infléchir les politiques économiques nationales.

Ce mode de fonctionnement s'est retrouvé transposé, au début des années 90, dans une structure associative élargie, le Cercle des économistes, dont plusieurs membres venaient de l'Iris et en avaient conservé la « culture », c'est-à-dire un ensemble de principes et de pratiques de travail collectif.

Cette filiation entre groupes et réseaux divers a ainsi contribué, pendant plus de quarante ans, à insérer des économistes dans des dispositifs nouveaux d'influence et de pouvoir, à faire cohabiter des théoriciens de l'économie et des « faiseurs de politique ».

Les rapports entre savoir économique et pouvoir sont souvent étudiés à travers l'influence des travaux des économistes sur les acteurs politiques. Ce n'est pourtant qu'une composante de ces rapports, la plus évidente et en même temps elle est discutable. Une étude plus générale doit logiquement commencer par une définition et une analyse des termes. Car on les utilise le plus souvent sans préciser les acceptions diverses qu'ils recouvrent

Qu'est-ce que le pouvoir ? Qu'est-ce qu'un économiste ?

La difficulté des définitions

Je me limiterai à quelques considérations simples car c'est aussi dans l'étude du rapport entre les deux termes que leurs définitions peuvent se préciser.

Quand le pouvoir prend une forme économique, sa définition et sa mesure peuvent se résumer simplement dans le capital *possédé*. Ce pouvoir économique, en effet, se possède et cette possession s'exerce le plus souvent (si on écarte les situations de richesse inactive) en visant une accumulation accrue du capital.

Quand le pouvoir prend une forme politique, le pouvoir - Michel Foucault insiste sur ce point - ne se possède pas, ne s'accumule pas, il *s'exerce*. Sa mesure devient beaucoup plus complexe, voire impossible.

Pour compliquer encore les définitions, ces deux formes de pouvoir peuvent se transformer l'une dans l'autre et aussi se combiner. Enfin, il existe d'autres formes de pouvoir qui peuvent s'exercer dans des espaces plus limités et dont je ne parlerai pas.

En ce qui concerne les économistes, les difficultés de définition sont également sérieuses. Un économiste, au sens large, dispose à la fois de savoirs et de maîtrises sur certaines pratiques. Savoirs et pratiques peuvent s'appliquer directement à la gestion d'entreprises et d'organisations de toutes sortes ou à la mise en application de politiques économiques. Les savoirs mobilisés sont divers et sont enseignés dans diverses filières de formation : écoles d'ingénieurs, de commerce et de management, écoles d'administration, etc. Dans la plupart de ces cas, les savoirs peuvent se transformer directement en pouvoirs et cette transformation a pris récemment une dimension spectaculaire dans le domaine de la finance en engendrant ce que l'on a appelé les *golden boys*.

D'une façon plus académique, le savoir économique, tel qu'il est acquis principalement dans les Universités, ne vise pas seulement l'acquisition de théories et de techniques opératoires. Il peut s'inscrire aussi dans un spectre de registres qui va de la rhétorique, le plus souvent conformiste ou réformiste, à l'analyse sociétale, le plus souvent critique¹. Il est clair que, dans le premier cas, ce savoir peut facilement se transformer en influence et même en exercice du pouvoir ; dans le second, il ne peut exercer qu'une influence indirecte et souvent incertaine.

¹ On est ici dans l'ordre du discours, un discours qui légitime souvent ou, plus rarement, combat la gestion économique ou plus largement *l'ordre économique* (ses contraintes, ses guerres, son idéologie). La complexité du champ sur lequel ce discours s'exerce (d'innombrables interdépendances que seuls des professionnels maîtrisent en partie) en font un terrain idéal pour la polémique politique. Il ne s'agit plus vraiment de politique économique ni d'économie politique mais d'une *rhétorique économique* qui entretient avec l'une et l'autre des rapports ambigus. Cette discipline a ses spécialistes, issus non plus des écoles scientifiques mais plutôt de l'Université, des instituts de sciences politiques et de l'ENA, professeurs, journalistes, idéologues de partis qui apparaissent souvent comme les meilleurs économistes aux yeux du grand public et qui accèdent parfois aux postes de responsabilité de la politique économique.

Mais les relations entre hommes de pouvoir et hommes de savoir sont encore obscurcies par un préjugé, souvent partagé par les historiens et les universitaires, qui revient à refuser aux premiers un rôle dans la production du savoir. Or, dans bien des cas, les hommes d'action ou d'État sont des « auteurs » économiques aussi importants que les économistes professionnels. Les énoncés de savoir, comme l'a souvent souligné Michel Foucault, ne sont pas inscrits seulement dans le *territoire d'écriture* étroit des ouvrages et des traités. « Colbert, qui n'a pas écrit de traité, est certainement un économiste aussi profond dans sa correspondance que Boisguilbert son contemporain » affirme ainsi F. Fourquet, (*Les comptes de la puissance*, Encres, 1980, p.384.)

Si bien que la formule de Keynes peut être inversée : certains économistes se retrouvant, sans trop en avoir conscience, sous l'influence intellectuelle d'hommes d'action.

Tout ce spectre des relations et toutes ces complexités peuvent être illustrés et précisés par de multiples exemples historiques.

Premiers repérages

L'exemple le plus éclatant est celui de Keynes lui-même. Il n'est certes pas le premier économiste à conquérir ainsi un pouvoir politique. Un grand nombre d'auteurs et de fondateurs d'école ont exercé un pouvoir ou au moins une influence, directe ou indirecte, sur les politiques économiques de leur pays. Sans remonter à Montesquieu, à Boisguilbert ou à Rousseau, on peut notamment évoquer Quesnay, Turgot, Smith, Say, Bastiat, Cournot, Léon et Auguste Walras, Pareto, etc... Mais ces exemples nous mèneraient dans un autre contexte historique, ces auteurs n'étant pas vraiment des économistes (au sens moderne) et l'imbrication entre savoir et pouvoir étant d'une autre nature².

Keynes a mené une carrière d'enseignant (à Cambridge), de fonctionnaire (du Trésor), de chercheur, d'écrivain et de conseiller pour le gouvernement britannique puis pour la communauté internationale lors des accords de Bretton Woods en 1944. Le brillant économiste est ainsi devenu, de fait, l'inspirateur direct des politiques économiques et il l'est resté bien au-delà de sa disparition.

Il faut souligner, à ce propos, l'important rôle des groupes auxquels Keynes a participé activement : le célèbre groupe de *Bloomsbury* bien sûr, mais aussi le *Other Club* (fondé par Churchill) le *Tuesday Club* (qui réunit des universitaires, des financiers, des responsables politiques et des journalistes), le *Political Economy Club* à Cambridge et bien d'autres cercles plus proches encore du pouvoir politique. Et souligner aussi que l'importance de son rôle tient quand même beaucoup à l'époque : l'économie, plus exactement la macroéconomie, moderne et formalisée, allait naître et les responsables politiques, secoués par la crise de 1929, avaient besoin d'experts.

À la même époque ou un peu plus tard, Jan Tinbergen (premier prix Nobel d'économie, en 1969) aura le même statut d'économiste et de conseiller du gouvernement. En France, à la suite d'un groupe tel que X-Crise (constitué de polytechniciens) et du colloque de Walter Lippmann, des économistes (plutôt des ingénieurs économistes ou des fonctionnaires

² Avant le 20^{ème} siècle, les domaines du savoir et du pouvoir sont imbriqués de façon variable, l'autonomie des économistes s'accroît mais c'est un processus lent. F. Fourquet (op.cit. p. 9) rappelle que Jean-Baptiste Say reproche à Smith et à ses prédécesseurs d'avoir pensé que leur principal objectif était de donner des conseils à l'autorité, de confondre l'économie politique et la politique tout court, alors que la première est une science indépendante du pouvoir, une exposition des lois qui régissent l'économie des sociétés.

économistes) vont jouer un rôle important dans la construction des Comptes nationaux, la planification, la politique économique, la gestion des grandes entreprises publiques : on peut citer, entre autres, Claude Gruson, Jacques Rueff, Pierre Massé, Paul Delouvrier, Marcel Boiteux.

Plus tard encore, lorsque les arbitrages de politique économique seront en partie confiés à de grands modèles dans la plupart des pays développés (entre 1950 et 1975), le rôle des théoriciens de l'économie sera plus modeste car le travail d'analyse devient plus collectif. Pendant cette période, les « trente glorieuses », la performance des modèles est facilitée par le fait que la croissance est régulière, facilement prévisible à quelques infléchissements près.

Après le premier choc pétrolier de 1972, la confiance dans les modèles macroéconomiques s'effondre et leur rôle dans la politique économique se réduit sensiblement (ainsi d'ailleurs que celui de la planification en France). Ce déclin des modèles sera compensé, paradoxalement, par un retour des économistes sur le devant de la scène, un besoin « d'incarner » des choix qui, les années précédentes, semblaient issus de modèles et d'outils techniques. En France, c'est Raymond Barre qui incarnera ce retour spectaculaire des économistes. Mais on passe alors d'un registre de savoir à un autre, car ce n'est pas tout à fait un théoricien de l'économie qui devient Premier ministre. Le « meilleur économiste de France », selon les termes du Président Giscard d'Estaing, est en fait un maître du discours, le « meilleur » professeur, celui qui peut et doit redonner confiance³.

Car la politique économique, si elle est moins directement issue de l'utilisation de grands modèles économétriques, reste quand même déterminée par des experts et les responsables politiques deviennent surtout les porte-parole des choix effectués. Leur rôle évoque ces faux conducteurs de trains qui ne sont là que pour rassurer les voyageurs (car les automatismes sont plus sûrs et efficaces que l'intervention humaine).

En dehors de cette catégorie d'experts ou de spécialistes du discours, beaucoup d'auteurs s'efforcent d'analyser les structures économiques et, plus généralement, l'ordre économique (comme matrice sociétale) d'une façon critique, dans une perspective réformiste ou radicale, voire révolutionnaire. Ceux-là ne visent pas, sauf exception, une prise de pouvoir quelconque et les rapports entre savoir et pouvoir sont alors distendus et incertains. Mais leur influence peut être considérable, l'influence étant une forme de pouvoir qui s'exerce bien plus qu'elle ne se possède et s'accumule.

Marx n'a jamais cherché à exercer un pouvoir au sein de la société capitaliste naissante mais il a quand même acquis un statut social et exercé une influence, non négligeable et croissante de son vivant. Puis une influence immense aux conséquences démesurées et, le plus souvent, catastrophiques.

Il est clair qu'une position critique éloigne d'une prise de pouvoir effective dans le système analysé. Sauf exception, car des mécanismes de récupération peuvent intervenir : un auteur faisant un rapport critique sur la Cour des Comptes peut y être nommé ; son influence potentielle est en quelque sorte « achetée » par l'institution et transformée ainsi en pouvoir effectif. On est donc en présence d'un triangle, savoir/influence/pouvoir. Influence et pouvoir peuvent cohabiter, s'ajouter ou au contraire s'opposer. Il y a une affinité structurelle entre savoir et influence, cette dernière pouvant d'ailleurs rester limitée au cercle des pairs ou au milieu des chercheurs et des universitaires, mais conférant quand même un statut social plus ou moins élevé.

³ Sur les relations entre économistes et élaboration de la politique économique, cf. Robert Nelson, « The Economics Profession and the Making of Public Policy », *Journal of Economic Literature*, mars 1987.

En revanche, savoir et pouvoir sont plus hétérogènes et cela rend finalement leurs relations plus intéressantes à étudier.

Un cercle de pouvoir

Le Cercle des économistes, créé en 1992 par Jean-Hervé Lorenzi, est précisément fondé sur cette hétérogénéité.

Ses membres ont en effet l'obligation d'appartenir au monde académique (pour la plupart ils sont professeurs agrégés d'économie) et d'exercer en outre des responsabilités dans des entreprises (le plus souvent financières) ou des administrations.

Cette règle de dualité n'a presque jamais été transgressée. Portée par chaque membre, cette dualité se retrouve au niveau collectif : le Cercle n'est pas une société savante, ce n'est pas non plus un club politique, ni un club de cadres ou de chefs d'entreprises. Le terme de *think tank* est le plus souvent utilisé parce qu'il est suffisamment vague mais il n'est pas approprié non plus, justement parce que le Cercle est un dispositif hors catégorie, à la fois une organisation de savoir et de pouvoir.

Organisation de savoir un peu particulière d'ailleurs, car elle n'est pas non plus un centre de recherche. Aucune recherche collective n'est menée en son sein. Quelques membres, peu d'ailleurs, ont pu continuer à mener des travaux de recherche personnels (Michel Aglietta, Pierre Dockès par exemple), d'autres dirigent ou ont dirigé des centres de recherche, d'autres encore publient des ouvrages de qualité. Mais rien de collectif n'est engagé à ce niveau.

En revanche, le Cercle apparaît, pour le grand public, comme un dispositif de savoir en intervenant fortement dans les médias (presse écrite, radios, télévisions). Ses membres proposent parfois une expertise théorique, plus souvent une maîtrise au niveau du discours, rapprochant les experts du Cercle des journalistes économiques, voire des responsables politiques. À ce niveau également, le travail n'est pas collectif, chaque membre intervient en son nom mais sous le label du Cercle, un peu comme s'il était « franchisé » par le Cercle.

La seule démarche collective, ingénieuse dans son principe et bien organisée de façon interne (en collaboration avec le journal *Le Monde*) est l'attribution chaque année du « Prix du meilleur jeune économiste ». Les choix des lauréats ont été judicieux et peu contestés et ont ainsi contribué à conférer au Cercle un statut le rapprochant, partiellement, de celui d'une « académie ».

Organisation de pouvoir également particulière, car ce pouvoir est, dans le monde politique et économique, également faible au niveau collectif relativement aux organisations de pouvoir classiques. Il s'agit plutôt, en fait, d'un dispositif de *transition vers le pouvoir* pour les membres qui le souhaitent, cette transition étant facilitée par la dualité, en quelque sorte statutaire, caractérisant chaque membre.

À ce niveau le dispositif a bien fonctionné. Beaucoup d'économistes du Cercle ont consolidé ou favorisé leurs carrières, parfois dans des instances politiques, plus souvent dans la finance, les administrations de mission, les grands organismes de recherche ou de conseil (le Conseil d'analyse économique, le CAE, notamment). Au point de susciter de nombreuses critiques, parfois violentes, plus souvent ciblées sur certains membres que sur le Cercle lui-même.

Un film, *Les nouveaux chiens de garde*, (G. Balbastre, 2012) issu du livre de Serge Halimi (1997, actualisé en 2005, vendu à plus de 200 000 exemplaires) principalement centré sur la critique des journalistes et des médias, rapproche certains experts du Cercle et quelques autres du monde des journalistes. Le livre de L. Mauduit, *Les imposteurs de l'économie* (2012)

reprend les mêmes critiques et dénonce les collusions entre le monde de la finance, les médias et certains universitaires proches du Cercle.

Même si elles sont parfois excessives et injustes, ces critiques sont fondées quand elles dénoncent les biais idéologiques et les complaisances des médias, des conflits d'intérêts peu explicites, des effets de « privatisation » (limités) des enseignements et des recherches via les Chaires financées par des entreprises. Ainsi qu'un manque de pluralisme du CAE trop largement constitué de membres du Cercle, au point que les deux instances ont semblé trop proches à un certain moment (il a été mis fin à cet excès de proximité récemment).

En revanche, ces critiques n'explicitent pas vraiment les avantages et les limites d'un certain couplage entre savoir et pouvoir.

Exercer des responsabilités dans une organisation, quelle qu'elle soit, est une façon (ce n'est pas la seule) d'accéder à un « terrain », ce qui permet de nuancer, de compléter, de contrôler un travail théorique, voire de faire émerger de nouvelles questions. Les économistes, comme les autres chercheurs en sciences sociales, peuvent rester en chambre et travailler sur des modèles théoriques, mais peuvent aussi se confronter aux réalités sociales. Il n'est pas nécessaire pour cela de prendre des positions d'acteur mais c'est souvent la façon la plus simple d'accéder à une position d'observateur et, de plus, de développer une intelligence de l'action qui est en décalage (à la fois plus et moins) relativement à une intelligence de l'observation.

La carrière de Keynes illustre parfaitement cette forme d'articulation entre pouvoir et savoir ; les exemples de cet ordre sont nombreux, dans l'actualité on peut notamment penser à Robert Stiglitz, qui fut conseiller de Bill Clinton, vice-président de la Banque mondiale et prix Nobel d'économie en 2001 (avec G. Akerlof et M. Spence).

Cependant, il est rare que cette articulation réalise un équilibre aussi réussi que celui offert par les exemples évoqués. Le plus souvent, elle débouche sur une transition, soit vers une position académique, soit, plus souvent, vers une position de pouvoir.

C'est précisément ce second cas qui caractérise le Cercle des économistes qui n'a sans doute pas réalisé un équilibre entre ces deux positions, en attirant et en retenant suffisamment de chercheurs de haut niveau ainsi que des économistes développant une approche radicalement critique⁴. Il a donc plus fonctionné comme un dispositif de transition vers le pouvoir, un accélérateur de carrière en recrutant des économistes attirés par le pouvoir et exerçant déjà des responsabilités de cet ordre.

Dans cette perspective, je voudrais évoquer brièvement les autres qualités d'un « bon » réseau de pouvoir, plus efficace que la multitude des réseaux constitués (promotions de certaines écoles, associations de militants politiques, sans parler des nouveaux réseaux sociaux virtuels).

Il doit d'abord s'autoriser de lui-même, s'instituer sans dépendre d'une autorité externe. Cela lui confère une indépendance initiale et une durée indéterminée.

Pour que cette durée soit assurée, il importe d'éviter les conflits internes. Deux précautions sont essentielles à cet égard.

⁴ L'intégration dans le Cercle de plusieurs lauréats du prix du « meilleur jeune économiste » permet cependant de maintenir un niveau académique de qualité.

Un fondateur/président unique car plusieurs personnes à ce poste risquent de conduire à des conflits entre elles et de favoriser la constitution de clans : un cercle n'a qu'un centre. Il faut évidemment que le président soit à la fois capable d'autorité en interne et porteur d'une image externe forte.

La seconde précaution est plus singulière : il importe d'éviter ou au moins de réduire le travail en commun sur le mode de certains centres de recherche ou de sociétés savantes. Travailler tous ensemble ralentit souvent les projets et engendre des inimitiés ou des conflits.

En revanche, et c'est une forme de travail collectif, il importe de s'appuyer sur ce que j'appelle la « puissance commutative du groupe ». A partir d'un groupe, on peut constituer une multitude d'arrangements (tous les sous-groupes du groupe). Certaines actions sont menées par un seul membre, d'autres par deux membres, d'autres par un sous-groupe de trois, etc. Ce travail en sous-groupes constitués en fonction des opportunités est très efficace, il démultiplie les projets qui peuvent être menés en parallèle ; en outre, il évite les conflits et il apprend même à mieux « cohabiter » dans l'ensemble du groupe.

Enfin, il faut souligner l'importance de l'ampleur du cercle (la taille de son diamètre). Un groupe aligné sur un parti, a fortiori une émanation d'un parti politique, peut être un bon outil de pouvoir mais sa capacité de réflexion est fortement entravée. Simone Veil a bien analysé les effets désastreux sur la pensée des apriori de partis, allant même jusqu'à recommander leur interdiction !

Plus encore, la diversité, sur tous les plans, des membres d'un groupe accroît ses potentialités commutatives. Si un groupe est homogène (une promotion de l'ENA par exemple) il présente l'avantage d'une forte cohésion mais chaque membre dispose d'un réseau de relations comparable sinon identique aux réseaux des autres membres. Si au contraire le groupe est hétérogène, les réseaux de chaque membre sont disjoints. Ces réseaux disjoints se connectent et le groupe devient ainsi un *opérateur de commutation* (de mise en relation) comparable à un central téléphonique.

Le Cercle des économistes a respecté ces principes et a pu ainsi acquérir pour lui-même et pour certains de ses membres un réel pouvoir d'influence (dans différents domaines) et souvent aussi un pouvoir économique et politique direct. Bien que n'étant pas suffisamment ouvert à des positions de recherche théorique ou de radicalité critique pour jouer un rôle central dans l'évolution de la réflexion économique, il a préservé une place non négligeable dans le champ académique.

Une part de cette réussite s'explique par la généalogie qui a conduit à la création du Cercle. Il n'a pas été inventé à partir de rien mais à la suite d'expériences et de regroupements réalisés dans l'espace universitaire et notamment dans le cadre d'un centre de recherche qui rapprochait chercheurs, politiques, fonctionnaires et acteurs économiques.

Un institut singulier

C'est d'abord dans une perspective universitaire que j'ai fondé l'IRIS (Institut de recherches et d'informations socio-économiques) en 1972. Dans les premiers mois, il n'y a, dans ce tout nouveau centre de recherche d'une toute jeune université, celle de Paris-Dauphine, que des jeunes chercheurs et universitaires. Mais très vite, avant même que de premiers travaux s'engagent véritablement, une autre composante, orientée clairement vers le pouvoir, principalement le pouvoir politique, se met en place sous l'impulsion de Jacques Attali devenu co-directeur de l'IRIS, dans le courant de l'année 1973.

En réalité, ma démarche initiale de fondation n'est pas totalement universitaire. D'abord parce que je suis moi-même plus marqué par mes études d'ingénieur (X et INSEE) et mes années de fonctionnaire au Commissariat Général du Plan que par mon doctorat (sous la direction de Raymond Barre), l'agrégation d'économie et mes premières années de professorat. J'ai eu Michel Rocard comme professeur à l'ENSAE, rencontré Jacques Delors au Plan, accompagné Yves Ullmo au Club Jean Moulin.

De plus, mai 68 avait ouvert beaucoup d'opportunités, créé des décroissements (un véritable enseignement d'économie à Polytechnique, par exemple) et une relative politisation des enseignements. Enseignant à Paris-Dauphine et à Polytechnique, j'étais aussi chercheur au CEREBE (Centre d'études et de recherches sur le bien-être).

Ce centre illustre bien l'air du temps, après 1968. Créé et dirigé par deux ingénieurs du corps des Mines, Philippe d'Iribarne et Jean-Pierre Dupuy, il se consacrait à des travaux imprégnés par l'écologie naissante et par des critiques radicales du modèle économique dominant (notamment sous l'influence d'Ivan Illich dont Dupuy était assez proche à cette époque). Ces travaux restaient cependant à vocation de servir de conseil aux autorités politiques. Philippe d'Iribarne deviendra d'ailleurs conseiller auprès de Georges Pompidou jusqu'à sa mort en 1974 et sera chargé des problèmes de « qualité de la vie », la presse allant jusqu'à l'appeler, avec quelque ironie, « Monsieur Bonheur » ! L'expérience du CEREBE était celle d'un centre hybride tourné à la fois vers la recherche (les deux fondateurs feront par la suite une carrière de recherche et d'enseignement) et vers l'action politique ou du moins le conseil politique au plus haut niveau. Ce passage au CEREBE m'a incité à créer mon propre centre à Paris-Dauphine dont le Président, Paul Didier, m'avait demandé de l'assister en tant que vice-Président.

En fait, ces premières orientations, cette ouverture sur le politique portée par les deux directeurs de l'IRIS, n'auraient sans doute pas débouché rapidement sur une action directement politique sans la campagne présidentielle de 1974. Cette campagne a joué un rôle d'accélérateur, elle a transformé rapidement l'IRIS en un groupe présentant deux composantes, en partie imbriquées. L'une de recherche et d'enseignement, qui n'était pas une façade (beaucoup de chercheurs ont obtenu des doctorats, voire l'agrégation et réalisé des travaux de qualité) ; l'autre de conseil et d'action politique, composante renforcée par le repli vers l'Iris de militants ayant participé à cette campagne et l'arrivée à Dauphine de personnalités (Jacques Delors, Michel Rocard, Claude Quin) à titre d'enseignants et, de ce fait, proches de l'Iris.

Les déroulements de carrière des membres de l'Iris (une trentaine) sont intéressants par leur diversité mais il n'y a pas lieu ici de rentrer dans ces détails individuels. En revanche, il importe de souligner quelques caractéristiques de ce dispositif de savoir/pouvoir.

- chaque membre, à de rares exceptions près, était à la fois engagé dans la recherche et l'enseignement et dans une activité ou un projet d'activité. L'Iris a ainsi fonctionné principalement comme un dispositif de *formation par la recherche*. La plupart de ses membres n'avaient pas l'intention d'être chercheurs à vie et presque tous ont exercé, par la suite, des activités professionnelles diverses dans l'industrie, la banque, la politique, le journalisme, etc... L'ambivalence du centre était ainsi reproduite au niveau individuel. On peut même affirmer que l'Iris était attractif pour les profils de ce type dans la mesure où son ambivalence était manifeste.
- les membres étaient hétérogènes entre eux par leurs formations (grandes écoles et Universités), leurs horizons professionnels, leurs sensibilités politiques (mais une dominante « de gauche » était clairement affichée).

- l'autonomie du centre était relativement forte. Certes il fallait être acceptée par l'Université et même si possible être soutenue par elle (ce qui a été le cas) mais nous nous étions auto-institués, nous avons réussi sans difficultés à nous faire accepter et divers financements privés et publics ont permis notre développement (une partie de ces financements étant reversée à l'Université ce qui facilitait nos rapports avec elle), sans chercher d'autre légitimité (en particulier la reconnaissance par le CNRS). Cette « liberté » a certainement contribué à la qualité de la vie des chercheurs/acteurs et a facilité leur insertion dans d'autres secteurs professionnels.

Ces composantes (dualité, diversité, liberté) ont fait de l'Iris ce que Michel Callon appelle un *forum hybride*. Les chercheurs tenaient compte de leur composante d'acteur et savaient qu'ils s'adressaient, aussi, à des acteurs, par exemple à des responsables politiques.

La diversité donnait du « jeu » dans les pratiques et les ambitions de carrière. Dans un centre académique, unidimensionnel, il est difficile d'éviter les « classements » selon un seul axe, qu'ils soient explicites ou implicites. Et les concurrences peuvent s'exacerber et produire des effets malsains. Dans un centre à deux dimensions, les classements sont évidemment plus « souples ». On sait bien que tous les points d'un plan ne peuvent pas être comparés deux à deux. Et de fait, un « universitaire » de l'Iris ne se sentait pas comparable à un « politique ». Cette atténuation de la concurrence me semble une très bonne chose, elle a marqué profondément les rapports entre eux des anciens membres de l'Iris et a contribué certainement à maintenir une forte cohésion amicale entre eux. Plus généralement, cette expérience plaide pour l'introduction d'une deuxième dimension, chaque fois que cela est possible, dans les collectifs de recherche et de travail.

Dans quelle mesure ce centre de recherche hybride a-t-il eu un impact sur les politiques économiques ?

Ce sont des conditions exceptionnelles qui ont permis aux composantes que je viens d'évoquer de se déployer rapidement. Sans ce contexte favorable, les économistes de l'Iris n'auraient pas eu un accès rapide et déterminant aux instances d'élaboration et de mise en application des politiques économiques.

La première opportunité, qui a joué un rôle décisif pour la suite, a été la participation d'une partie du centre à la campagne présidentielle de François Mitterrand en 1974. Les économistes qui se sont impliqués dans cette campagne ont bénéficié d'une formation à la politique, sur le terrain, qui a été pour la plupart d'entre eux une véritable découverte. Même pour ceux, qui, comme moi avaient déjà travaillé dans l'administration économique, la proximité du politique conduit à apprendre des façons de faire et de dire tout à fait nouvelles ainsi que des données (démographiques, électorales, politiques) généralement négligées par les économistes.

Cet apport est très important pour des chercheurs qui, à l'époque et sans doute encore plus aujourd'hui, se voient imposer un renoncement à une vision globale de la société. Un « bon » chercheur acquiert la compréhension profonde d'un fragment du puzzle dont la vision globale lui échappe. La spécialisation fonctionnelle, « scientifique », se paye ainsi par une parcellisation qui interdit de se constituer une vision de l'homme et de la société. La connaissance se disloque en mille savoirs ignares (E. Morin). L'Iris, plus qu'une réunion de chercheurs, plus qu'un centre de recherche ordinaire, a ainsi été un dispositif de recherche d'une méthode, permettant d'apprendre à apprendre. La confrontation savoir économique/action politique n'est pas le seul chemin pour réduire les effets de spécialisation de la recherche mais c'est une voie intéressante en raison même de l'hétérogénéité des intelligences (savoir/action), tenter de lier ce qui est disjoint pour appréhender la complexité du monde.

Réciproquement, quel a été l'impact de notre *think tank* sur les politiques économiques ? À court terme, il a été faible. Il a cependant accru la crédibilité du candidat socialiste dans le domaine économique et l'Iris est apparu à partir de ce moment comme le centre pilote de la commission économique du parti. Ce nouveau statut, même s'il restait officieux, n'a pas détourné la demande de conseil de la part des administrations ni même du gouvernement, au contraire, car la légitimité politique de notre centre était renforcée. C'est ainsi, notamment, que l'Iris a participé, en particulier avec Yves Stourdzé, au rapport Nora-Minc. Bien évidemment, ce statut a permis de conserver le lien avec l'appareil du parti socialiste et avec le candidat ; et ce d'autant plus que certaines personnalités déjà citées (Rocard, Delors, etc.) avaient rejoint l'Université. Et lorsque François Mitterrand s'est déclaré candidat en 1980, c'est tout naturellement que l'Iris, un certain nombre des chercheurs du moins, a rejoint l'entourage du candidat et a élaboré une grande partie de son programme économique.

Que ce programme ait contribué à l'élection du candidat reste douteux, même si l'action de ce groupe d'économistes a de nouveau contribué à la crédibilité de Mitterrand. Ce programme a-t-il été appliqué ? En partie, d'autant plus qu'un grand nombre des économistes de l'Iris et d'économistes proches se sont retrouvés dans le gouvernement ou dans des cabinets ministériels ou encore dans des administrations (une vingtaine environ).

Ce pouvoir politique ainsi exercé par un groupe structuré d'économistes a-t-il été bénéfique ? Il est vraiment difficile d'en juger. Je dirai prudemment qu'il était un compromis politico-économique : il fallait donner des gages à la gauche et cela ne pouvait pas se faire par le prolongement de la politique, à la fois cohérente et rigoureuse, menée par Raymond Barre. On peut aussi raisonnablement porter au crédit de ce groupe, sinon le tournant de la rigueur en 1983, du moins le débat interne au gouvernement qui l'a rendu possible.

Cet impact s'est prolongé, et même jusqu'en 1995, par la multiplicité des contacts qui ont pu être établis (grâce d'ailleurs à Jacques Attali qui réunissait presque chaque mois à l'Élysée ses amis de l'Iris et quelques autres, comme par exemple Sautter, Hollande, Royal, etc.). Il s'est plus exercé par influence et par le jeu des cabinets et des conseils que directement : mis à part Attali qui a exercé un pouvoir économique direct, aucun économiste de l'Iris n'a exercé de fonctions ministérielles (Delors, Fabius, Rocard étaient proches de l'Iris mais sans en faire partie formellement).

Ce jeu d'influence a eu pour base un réseau d'amitiés, d'intérêts, de travaux menés en commun permettant de construire des complicités. Cet effet de réseau explique en grande partie l'impact qu'un groupe d'économistes a pu avoir sur une longue période dans la définition et la mise en place de politiques économiques. Mais le réseau n'est pas seulement un groupe comme il peut en exister dans une promotion d'école (en particulier à l'ENA), il se forme à partir de la dualité de chaque membre (universitaire /acteur) et surtout de travaux menés en collaboration directe ou indirecte.

Toutes proportions gardées, ce réseau évoque celui qui avait émergé à partir de X-Crise⁵ et aussi celui constitué autour de Jean Monnet et du Plan ainsi que des pionniers de la Comptabilité nationale.

Ces effets d'influence, de contagion et d'autorité montrent les limites de la notion de pouvoir. Il faut la prolonger par celle de *puissance*, au sens que Spinoza donne à ce terme. À savoir une *adéquation*, un rapport *juste* entre un organisme et son environnement.

⁵ Créé en 1931, par Raymond Abélio, Alfred Sauvy, Louis Vallon et Jules Moch notamment, il a rapidement regroupé plusieurs centaines de polytechniciens et a surtout joué un rôle de sensibilisation à l'économie en période de crise ainsi que de formation de futurs décideurs. Il a été dissous en 1940. Un groupe de polytechniciens s'est constitué en 2005, *X-sursaut*, dans le même esprit mais sans jamais exercer une véritable influence.

Plus qu'une instance de pouvoir, l'Iris a développé une puissance, une adéquation forte entre sa composition, sa méthode, sa structure interne et une conjoncture économique et politique. Par la suite, à partir des années 1980, cette adéquation se dissoudra et cela donnera naissance à deux composantes, qui suivront des évolutions contrastées.

L'Iris deviendra et restera un centre de recherche important associé au CNRS (actuellement dirigé par Dominique Méda) constitué exclusivement de chercheurs, ayant peu de rapports avec des instances de pouvoir.

L'autre composante, c'est le Cercle des économistes, qui s'est éloigné, en partie du moins, d'une position de recherche.

Ainsi, ces deux instances « héritières » de l'Iris, retrouvent-elles, chacune, une nouvelle adéquation, plus ordinaire, à la conjoncture présente.